



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

MON  
PASSEPORT  
PRÉVENTION

WEBINAIRE

PRÉSENTATION DU  
DÉCRET RELATIF AUX  
MODALITÉS DE  
DÉCLARATION



Une gestion



# LES INTERVENANTS



**Laure d'Hérouville**  
Direction générale du Travail  
Responsable du projet



**Marion Auger**  
Caisse des Dépôts  
Chef de projet



**Youcef Chibane**  
Caisse des Dépôts  
Chef de projet

# Pourquoi un Passeport de prévention ?

## ► La Loi

Sur proposition des partenaires sociaux dans le cadre de l'accord national interprofessionnel du 9 décembre 2020, **la loi du 2 août 2021 (article L. 4141-5 du code du travail)** a créé le passeport de prévention. Ses modalités de mise en œuvre ont été définies par une délibération du Comité national de prévention et de santé au travail (CNPST) approuvée par le décret du 29 décembre 2022.

## ► Les enjeux

Améliorer la prévention des risques professionnels dans un contexte de forte accidentologie au travail, en **favorisant la formation des travailleurs et des demandeurs d'emploi** et en optimisant la gestion par les employeurs.

## ► Le Passeport de prévention

Plateforme numérique nationale reconnue par les pouvoirs publics et les partenaires sociaux pour servir de base aux échanges entre toutes les parties concernées : organisme de formation (OF), employeurs et travailleurs

### Favoriser la formation en SST

Améliorer la prévention des accidents du travail / maladies professionnelles en maintenant les connaissances et le niveau de compétences en santé sécurité au travail à jour.

### Renforcer la responsabilité de l'entreprise dans ses obligations de formation et de prévention

Constater que chaque salarié a suivi une **formation en santé et sécurité au travail suffisante** pour l'exécution sans risque de son contrat de travail.

### Rassembler les attestations de formations, certificats et diplômes en matière de Santé Sécurité au Travail

Favoriser la **traçabilité** du parcours de formation et des qualifications acquises.  
**Optimiser la gestion des formations** (éviter les formations redondantes, renouveler les formations nécessaires).

### Valoriser le parcours professionnel

Améliorer l'**employabilité** des travailleurs (GPEC et transfert des compétences).

# Quel est le rôle de chaque utilisateur ?



## L'ORGANISME DE FORMATION

Doit déclarer les attestations de formation, certificats, diplômes de mes stagiaires pour le compte des employeurs.



## LE TRAVAILLEUR

Bénéficie d'un accès sécurisé en un seul endroit à ses formations et justificatifs de réussites SST.

Peut communiquer ses compétences en santé et sécurité au travail aux employeurs et recruteurs.

Peut renseigner le passeport de prévention des formations suivi de sa propre initiative



## L'EMPLOYEUR

Doit vérifier la conformité des déclarations effectuées par les OF mandatés pour former ses salariés

Doit déclarer les formations SST réalisées par lui-même.

Peut visualiser les compétences SST de mes employés ayant donné leur accord.

Optimise sa gestion des formations SST à l'aide d'un tableau de bord.

# Le calendrier du Passeport de prévention

## Déploiement progressif du Passeport de prévention



# Dans quel cadre réglementaire s'inscrit le Passeport de prévention ?

## > DÉLIBÉRATION DU CNPST

Décret n° 2022-1712 du 29 décembre 2022 approuvant la délibération du CNPST du 24 juin 2022, précisée par délibération du 13 juillet 2022 : précision des objectifs du passeport de prévention, du rôle des différentes parties, des catégories d'informations contenues dans le passeport, du calendrier de sa mise en œuvre et des modalités d'association du CNPST.

## > DISPOSITIF INTÉGRÉ AU CPF

Décret n° 2023-713 du 1er août 2023 relatif à l'intégration du passeport de prévention dans le traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé Système d'information du compte personnel de formation (SI-CPF) et portant diverses modifications relatives au passeport d'orientation, de formation et de compétences

## > COLLECTE DU NIR

Décret n° 2023-1073 du 20 novembre 2023 complétant la liste des finalités et des catégories de responsables des traitements comportant l'usage du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ou nécessitant la consultation de ce répertoire dans le champ de l'emploi et de la formation professionnelle : autorisation donnée aux organismes de formation à récolter et utiliser le NIR pour renseigner le passeport de prévention

# Dans quel cadre réglementaire s'inscrit le Passeport de prévention ?



## Décret relatif aux modalités de déclaration des formations

Le décret complète le [décret n°2022-1712 du 29 décembre 2022](#) relatif à l'approbation de la délibération du comité national de prévention et de santé au travail du conseil d'orientation des conditions de travail fixant les modalités de mise en œuvre du passeport de prévention et de sa mise à la disposition de l'employeur.

Il précise les modalités de déclaration des formations en santé et sécurité au travail par les organismes de formation et les employeurs dans le passeport de prévention prévu à l'article L. 4141-5 du code du travail :

- ▶ Le champ des formations concernées et les conditions d'éligibilité à la déclaration,
- ▶ Les délais dans lesquels s'effectuent les déclarations,
- ▶ Les modalités de vérification et de correction des données.

### Entrée en vigueur

Progressive selon les ouvertures de services de chaque public



# 1 - Le champ des formations concernées par la déclaration et les conditions d'éligibilité

# Le périmètre des formations attendues dans le Passeport de prévention

## Article 2 nouveau - Définitions



Une **attestation de formation** regroupe l'ensemble des types de documents attestant du suivi d'une formation.

EX : **ATTESTATION DE PRESENCE**



Un **justificatif de réussite** regroupe l'ensemble des types de documents attestant de la réussite d'une évaluation, qu'elle soit formative ou certificative.

EX : **CERTIFICAT** **ATTESTATION DE COMPETENCES**



L'**organisme** de formation est celui sollicité par l'**employeur** pour former ses salariés, et non pas celui qui dispense effectivement la formation. Ainsi, **en cas de sous-traitance** de la prestation de formation, c'est donc **sur le premier organisme ayant contracté avec l'entreprise** que repose l'**obligation de déclaration** des formations dans le passeport de prévention.

Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° *Attestation de formation* : l'ensemble des types de documents attestant de la participation assidue à une formation par un stagiaire ;

2° *Justificatif de réussite* : l'ensemble des types de documents validant le suivi d'une formation et attestant de l'acquisition de connaissances et compétences grâce à une évaluation formative ou certificative ;

3° *Organisme de formation* : prestataire mentionné à l'article L. 6351-1 du code du travail dispensant une formation en santé et sécurité au travail auprès de travailleurs dans le cadre d'une convention de formation conclue avec l'employeur conformément aux dispositions de l'article L.6353-1 du code du travail, ou d'un contrat de formation conclu avec le travailleur et à l'initiative de celui-ci conformément aux articles L. 6353-3 à L. 6353-7 du code du travail ou dans le cadre du compte personnel de formation mentionné à l'article L. 6323-2 du code du travail, que ce prestataire dispense directement ou non la formation en question.

# Les catégories de formations en santé sécurité du travail

Les formations santé et sécurité au travail sont variées et reflètent une multitude de réalités sur le terrain, ce qui rend impossible la fourniture d'une liste exhaustive. On peut déterminer 4 types de formations :



## CATÉGORIE 1

formations obligatoires encadrées par la réglementation, définissant leur objectif, contenu et modalités d'évaluation.

### Exemples

- Personne compétente en radioprotection
- Conseiller à la prévention hyperbare
- Formations à la prévention au risque amiante



## CATÉGORIE 2

formations obligatoires qui ont un objectif réglementaire uniquement, et nécessaires pour occuper le poste de travail (autorisation, habilitation de l'employeur)

### Exemples

- Opérations sur les installations électriques
- Risque pyrotechnique
- Conduite d'engins



## CATÉGORIE 3

formations obligatoires qui ont un objectif réglementaire uniquement, laissant à l'employeur le soin de décider des autres aspects.

### Exemples

- Risques chimiques
- Bruit
- Vibrations mécaniques



## CATÉGORIE 4

formations non-encadrées par la réglementation mais entrant dans l'obligation de formation des employeurs (article L. 4141-2 du code du travail).

### Exemples

- Troubles musculosquelettiques
- Risques psycho-sociaux
- Risque routier

# Quelles formations en santé et sécurité au travail déclarer ?

## Article 4, I. nouveau – Critères d'éligibilité d'une formation à la déclaration



Je dispense une formation  
Santé et sécurité au travail

Il s'agit d'une formation  
continue

Elle délivre un justificatif  
de formation

Les compétences sont  
transférables\*\*



À déclarer dans  
MON  
PASSEPORT  
PRÉVENTION

Les compétences ne sont  
pas transférables



Déclaration non  
nécessaire

Elle ne délivre pas un  
justificatif de formation



Déclaration non  
nécessaire

Il s'agit d'une formation initiale\*



Déclaration non  
nécessaire

\* La formation initiale est l'ensemble des enseignements dispensés aux individus dans le cadre des enseignements scolaires ou universitaires pour exercer un métier, et qui donne souvent lieu à un diplôme de l'enseignement supérieur. Il ne faut pas la confondre avec une première formation qui nécessiterait ensuite un recyclage après quelques années.

\*\* Une compétence est considérée comme transférable si elle n'est pas intrinsèquement liée aux outils et aux circonstances d'un poste spécifique, mais peut être mobilisée au sein d'autres entreprises

I.- Sont déclarées dans le passeport de prévention les formations en santé et sécurité au travail répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° Répondre à un objectif de prévention des risques professionnels ou à l'obligation générale de formation des travailleurs conformément à l'article L. 4121-1 du code du travail ;
- 2° Donner lieu à la délivrance d'une attestation de formation ou d'un justificatif de réussite au titulaire d'un compte personnel de formation mentionné à l'article L. 6323-1 du code du travail qui en a bénéficié ;
- 3° Permettre la mobilisation de connaissances et compétences acquises ou développées lors de la formation et transférables sur tout autre poste de travail exposant à des risques professionnels similaires à ceux présents sur le poste de travail occupé par le travailleur à la date de la formation.

# Quelles sont les formations à ne pas déclarer ?

Article 4, II. nouveau - Exclusion de certaines formations du champ du Passeport de prévention

Les formations suivantes **ne font pas l'objet d'une déclaration** dans le Passeport de prévention :



Les formations de formateurs

**Exemples**

- Formation de formateurs pour les formations risque amiante en SS3 et SS4
- Formation de formateurs pour le Sauveteur secouriste du travail



Les formations aux conditions d'exécution du poste



Les formations en santé, sécurité et conditions de travail des membres du comité social et économique (CSE)



Les formations à la protection des biens et des personnes, à l'exception :

- des formations de sauveteur secouriste du travail
- des formations complémentaires permettant d'intervenir dans des contextes avec des risques professionnels spécifiques **Exemples** Formation pour secourir en milieu hyperbare, en cas d'accident nucléaire ou d'accident chimique



Les formations de préventeurs, à l'exception des formations complémentaires particulières

**Exemples**

- Le salarié compétent
- La personne compétente en radioprotection (PCR)
- Le conseiller à la prévention hyperbare (CPH)

II.- Les formations suivantes ne font pas l'objet d'une déclaration dans le passeport de prévention :

1° Les formations de formateurs leur permettant de dispenser des formations relatives à la prévention des risques professionnels ;

2° La formation à la sécurité relative aux conditions d'exécution du travail prévue à l'article R. 4141-13 du code du travail ;

3° Les formations permettant d'assurer la sécurité des personnes et des biens, à l'exception de :

a) La formation de sauveteur secouriste du travail prévue à l'article R. 4224-15 du code du travail ;

b) Les formations complémentaires à des formations relatives à la protection des personnes ou des biens visant à développer des connaissances et compétences particulières permettant d'intervenir dans des situations exposant à des risques professionnels spécifiques ;

4° La formation en santé, sécurité et conditions de travail prévue à l'article L. 2315-18 du code du travail.

5° Les formations de préventeurs, à l'exception des formations complémentaires particulières telles que celles de salarié compétent mentionné à l'article L. 4644-1, de personne compétente en radioprotection mentionnée à l'article R. 4451-103 ou de conseiller à la prévention hyperbare mentionné à l'article R. 4461-4 du code du travail.

# Quelles sont les formations à ne pas déclarer ?

## Article 8 nouveau - Le renseignement automatique du Passeport des titulaires

Les formations suivantes font l'objet d'un **renseignement automatique** dans le Passeport de prévention :



Les **certifications professionnelles** enregistrées au **répertoire national des compétences professionnelles** (RNCP)

EX : **CONDUCTEUR TRANSPORT ROUTIER MARCHANDISES**



Les **certifications et habilitations** enregistrées au **répertoire spécifique** (RS) en santé et à la sécurité au travail

EX : **CACES** **COORDONNATEUR DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

**Entrée en vigueur**

A l'ouverture de l'espace titulaire au  
T4 2026 (au maximum au 31 décembre 2026)



Les formations en santé et sécurité au travail qui font **l'objet d'un financement public**

EX : **FRANCE TRAVAIL** **CPF** **OPCO** **FAF**



*Le système d'information du compte personnel de formation mentionné au II de l'article L. 6323-8 du code du travail alimente automatiquement dans le passeport de prévention :*

*1° Les certifications professionnelles mentionnées à l'article L. 6113-5 du code du travail en santé et sécurité au travail ;*

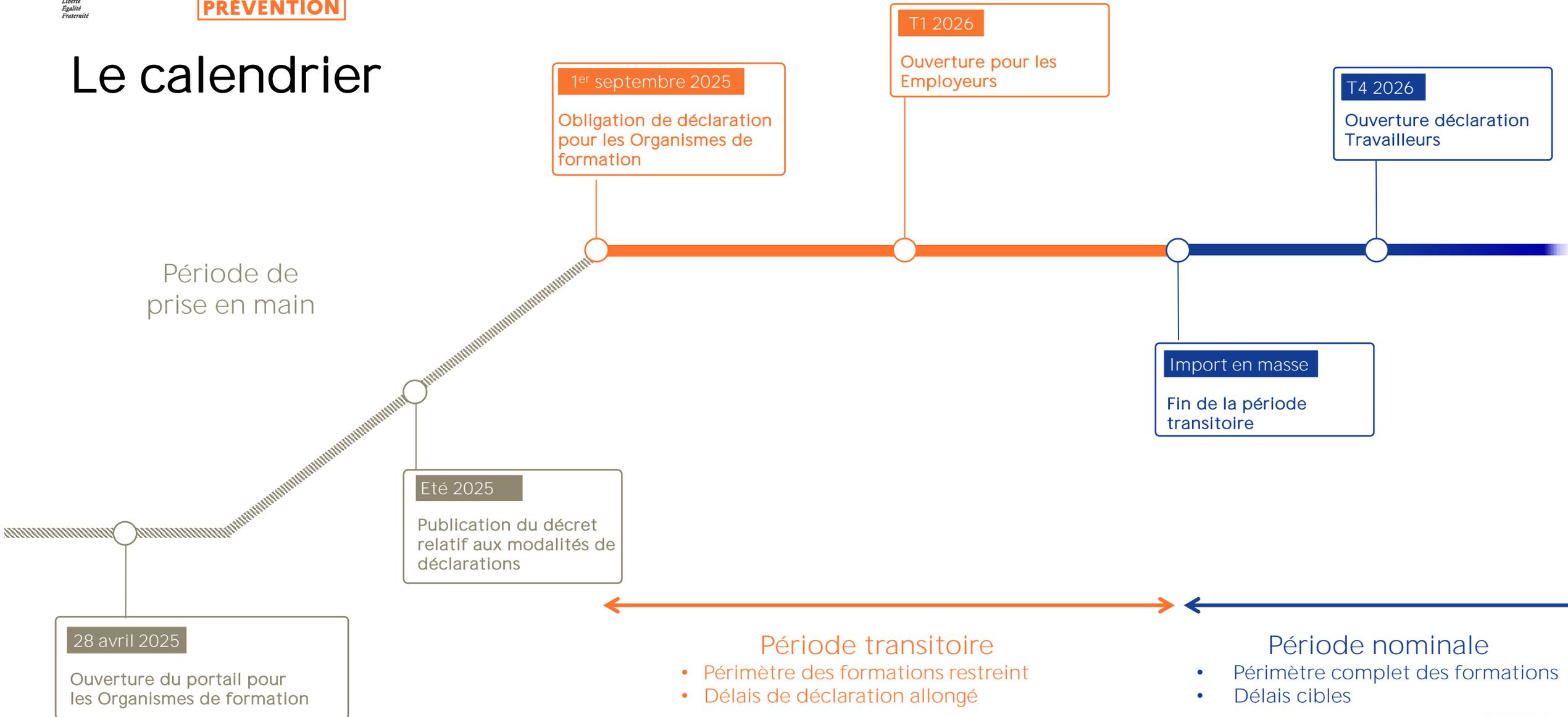
*2° Les certifications et habilitations mentionnées à l'article L. 6113-6 du code du travail en santé et sécurité au travail ;*

*3° Les formations en matière de santé et sécurité au travail financés par un des organismes mentionnés à l'article L. 6316-1 du code du travail ou par un fonds d'assurance formation de non-salariés mentionné à l'article L. 6332-9 du code du travail.*

## 2 - Les délais dans lesquels s'effectuent les déclarations des formations

*Période nominale et période transitoire*

# Le calendrier



## PÉRIODE NOMINALE

Période de  
prise en main

1<sup>er</sup> septembre 2025

Obligation de déclaration  
pour les Organismes de  
formation

T1 2026

Ouverture pour les  
Employeurs

T4 2026

Ouverture déclaration  
Travailleurs

Import en masse

Fin de la période  
transitoire

Eté 2025

Publication du décret  
relatif aux modalités de  
déclarations

28 avril 2025

Ouverture du portail pour  
les Organismes de formation

### Période transitoire

- Périmètre des formations restreint
- Délais de déclaration allongé

### Période nominale

- Périmètre complet des formations
- Délais cibles

## Article 6 nouveau - La déclaration pour les OF en période nominale

### Organismes de formation

**6 MOIS**  
MAXIMUM POUR  
DÉCLARER

- L'organisme de formation doit déclarer **avant l'échéance d'un délai de 3 mois** :
  - **Soit suivant la fin du trimestre** au cours duquel la formation s'est terminée
  - **Soit suivant la fin du trimestre** au cours duquel débute la validité du justificatif de réussite quand la formation a donné lieu à une évaluation

→ Soit dans **un délai de maximum 6 mois**
- Déclaration obligatoire de **toutes les formations répondant aux critères d'éligibilité.**



*L'organisme de formation déclare dans le service dématérialisé du passeport de prévention dédié aux déclarations des organismes de formation les formations mentionnées à l'article 4 qu'il a dispensées :*

*1° Avant l'échéance d'un délai de trois mois suivant la fin du trimestre au cours duquel la formation s'est terminée, pour les formations donnant uniquement lieu à la délivrance d'une attestation de formation ;*

*2° Avant l'échéance d'un délai de trois mois suivant la fin du trimestre au cours duquel débute la validité du justificatif de réussite délivré au titulaire.*

# Les principes du rythme de déclaration nominal pour les OF

Formations dispensées en T0

Formations dispensées en T+1

Formations dispensées en T+2

Formations dispensées en T+3

NB : le travailleur visualise ses formations dès leurs déclarations

|                                  | 2027<br>Semestre 1 |   |             |   |             |   | 2027<br>Semestre 2 |   |             |   |   |   | 2028<br>Semestre 1 |   |   |   |   |   | 2028<br>Semestre 2 |   |   |   |   |   |  |  |
|----------------------------------|--------------------|---|-------------|---|-------------|---|--------------------|---|-------------|---|---|---|--------------------|---|---|---|---|---|--------------------|---|---|---|---|---|--|--|
|                                  | J                  | F | M           | A | M           | J | J                  | A | S           | O | N | D | J                  | F | M | A | M | J | J                  | A | S | O | N | D |  |  |
| Dispense des formations par l'OF | Dispense           |   |             |   |             |   |                    |   |             |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |  |  |
|                                  |                    |   | Dispense    |   |             |   |                    |   |             |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |  |  |
|                                  |                    |   |             |   |             |   | Dispense           |   |             |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |  |  |
|                                  |                    |   |             |   |             |   |                    |   |             |   |   |   | Dispense           |   |   |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |  |  |
| Déclaration par les OF           | Déclaration        |   |             |   |             |   |                    |   |             |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |  |  |
|                                  |                    |   | Déclaration |   |             |   |                    |   |             |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |  |  |
|                                  |                    |   |             |   | Déclaration |   |                    |   |             |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |  |  |
|                                  |                    |   |             |   |             |   |                    |   | Déclaration |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |  |  |

## Article 5 nouveau - La déclaration pour les employeurs en période nominale

### Employeurs

**9 MOIS**  
MAXIMUM POUR  
DÉCLARER

- L'employeur doit déclarer **avant l'échéance d'un délai de 6 mois** :
  - **Soit suivant la fin du trimestre** au cours duquel la formation s'est terminée
  - **Soit suivant la fin du trimestre** au cours duquel débute la validité du justificatif de réussite quand la formation a donné lieu à une évaluation

→ Soit dans **un délai de maximum 9 mois**
- Déclaration obligatoire de **toutes les formations répondant aux critères d'éligibilité**.

“ L'employeur déclare dans le service dématérialisé du passeport de prévention dédié aux déclarations des employeurs les formations mentionnées à l'article 4 qu'il a dispensées à ses travailleurs :

1° Avant l'échéance d'un délai de six mois suivant la fin du trimestre au cours duquel la formation s'est terminée, pour les formations donnant uniquement lieu à la délivrance d'une attestation de formation ;

2° Avant l'échéance d'un délai de six mois suivant la fin du trimestre au cours duquel débute la validité du justificatif de réussite délivré au titulaire.

# Les principes du rythme de déclaration nominal pour les employeurs

Formations dispensées en T0

Formations dispensées en T+1

Formations dispensées en T+2

Formations dispensées en T+3

NB : le travailleur visualise ses formations dès leurs déclarations

|                                     | 2027<br>Semestre 1 |   |   |          |   |   | 2027<br>Semestre 2 |   |   |          |   |   | 2028<br>Semestre 1 |   |   |   |   |   | 2028<br>Semestre 2 |   |   |   |   |   |
|-------------------------------------|--------------------|---|---|----------|---|---|--------------------|---|---|----------|---|---|--------------------|---|---|---|---|---|--------------------|---|---|---|---|---|
|                                     | J                  | F | M | A        | M | J | J                  | A | S | O        | N | D | J                  | F | M | A | M | J | J                  | A | S | O | N | D |
| Dispense des formations interne     | Dispense           |   |   | Dispense |   |   | Dispense           |   |   | Dispense |   |   |                    |   |   |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |
| Déclaration des formations internes | Déclaration        |   |   |          |   |   | Déclaration        |   |   |          |   |   | Déclaration        |   |   |   |   |   |                    |   |   |   |   |   |

## PÉRIODE TRANSITOIRE

Période de  
prise en main

28 avril 2025

Ouverture du portail pour les  
Organismes de formation

Été 2025

Publication du décret  
relatif aux modalités de  
déclarations

1er septembre 2025

Obligation de déclaration  
pour les Organismes de  
formation

T1 2026

Ouverture pour les  
Employeurs

T4 2026

Ouverture déclaration  
Travailleurs

Import en masse

Fin de la période  
transitoire

### Période transitoire

- Périmètre des formations restreint
- Délais de déclaration allongé

### Période nominale

- Périmètre complet des formations
- Délais cibles

Article 2, II, III et V. - La déclaration pour les OF en période transitoire

Organismes de formation

9 MOIS  
MAXIMUM POUR  
DÉCLARER

Entrée en  
vigueur

Au 1<sup>er</sup> septembre 2025

- Prolongation d'un trimestre pour les déclarations des organismes de formation

NB : Les formations terminées entre le 1<sup>er</sup> et le 30 septembre 2025 ou dont la validité du justificatif de réussite débute entre le 1<sup>er</sup> et le 30 septembre 2025 sont déclarées par l'organisme de formation avant le 1<sup>er</sup> juillet 2026.

- Déclaration progressive des formations selon leur typologie :
  - A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025, déclaration obligatoire des formations de catégories 1 et 2 répondant aux critères d'éligibilité.
  - A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2026, déclaration obligatoire des 4 catégories de formations répondant aux critères d'éligibilité.
- Du 1<sup>er</sup> septembre 2025 jusqu'à l'ouverture de la déclaration pour les titulaires, les certifications enregistrées au répertoire spécifique (RS) sont déclarées par les OF habilités à les évaluer ou délivrées.

II.- Jusqu'à la mise à disposition des utilisateurs des fonctionnalités d'import en masse des données par fichier et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2026, les délais mentionnés aux articles 5 à 7 du décret du 29 décembre 2022 susvisé, dans leur rédaction issue du présent décret, sont prorogés de trois mois.

Les formations terminées entre le 1<sup>er</sup> et le 30 septembre 2025 ou dont la validité du justificatif de réussite débute entre le 1<sup>er</sup> et le 30 septembre 2025 sont déclarées par l'organisme de formation avant le 1<sup>er</sup> juillet 2026 et leurs déclarations sont vérifiées par l'employeur avant le 1<sup>er</sup> octobre 2026.

III.- A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025 et jusqu'au 30 juin 2026, la déclaration par l'organisme de formation prévue à l'article 6 du 29 décembre 2022 du décret susvisé, dans sa rédaction issue du présent décret, concerne uniquement, d'une part, les formations obligatoires encadrées par la réglementation, et d'autre part, les formations obligatoires requises pour des postes de travail nécessitant une autorisation ou une habilitation de l'employeur.

[...] V.- A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2025 et jusqu'à la mise à disposition des fonctionnalités de déclaration des formations pour les titulaires d'un compte personnel de formation mentionné à l'article L. 6323-1 du code du travail, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, les organismes de formation habilités par un organisme certificateur pour évaluer ou délivrer, en application de l'article R. 6113-16 du code du travail, les certifications et habilitations mentionnées au 2<sup>o</sup> de l'article 8 décret du 29 décembre 2022 susvisé, dans sa rédaction issue du présent décret les déclarent avant l'échéance d'un délai de six mois suivant la fin du trimestre au cours duquel elles ont été délivrées au titulaire.

# Les principes de rythme de déclaration en période transitoire pour les organismes de formation

Formations dispensées en T0

Formations dispensées en T+1

Formations dispensées en T+2

Formations dispensées en T+3

Formations dispensées en T+4

NB : le travailleur visualise ses formations dès leurs déclarations

|   | 2025<br>Semestre 2 |   |                              |   |   |   | 2026<br>Semestre 1  |   |   |                              |   |                     | 2026<br>Semestre 2 |   |   |   |                              |   | 2027<br>Semestre 1 |   |   |                          |   |                                    |  |  |  |  |  |  |                                    |  |  |  |  |  |
|---|--------------------|---|------------------------------|---|---|---|---------------------|---|---|------------------------------|---|---------------------|--------------------|---|---|---|------------------------------|---|--------------------|---|---|--------------------------|---|------------------------------------|--|--|--|--|--|--|------------------------------------|--|--|--|--|--|
|   | J                  | A | S                            | O | N | D | J                   | F | M | A                            | M | J                   | J                  | A | S | O | N                            | D | J                  | F | M | A                        | M | J                                  |  |  |  |  |  |  |                                    |  |  |  |  |  |
| Dispense des formations                     |                    |   | Dispense catégorie 1 & 2     |   |   |   | Dispense cat. 1 & 2 |   |   |                              |   | Dispense cat. 1 & 2 |                    |   |   |   | Dispense cat. 1, 2, 3, 4     |   |                    |   |   | Dispense cat. 1, 2, 3, 4 |   |                                    |  |  |  |  |  |  |                                    |  |  |  |  |  |
| Déclaration par les Organismes de formation |                    |   | Déclarations catégorie 1 & 2 |   |   |   |                     |   |   | Déclarations catégorie 1 & 2 |   |                     |                    |   |   |   | Déclarations catégorie 1 & 2 |   |                    |   |   |                          |   | Déclarations catégorie 1, 2, 3 & 4 |  |  |  |  |  |  | Déclarations catégorie 1, 2, 3 & 4 |  |  |  |  |  |

En période transitoire, les délais de déclaration sont rallongés d'un trimestre pour passer à **9 mois max**

## Article 2, II et IV. - La déclaration pour les employeurs en période transitoire

### Employeurs

1 AN  
MAXIMUM POUR  
DÉCLARER

Entrée en  
vigueur

A l'ouverture du service Employeurs,  
au plus tard au 31 mars 2026

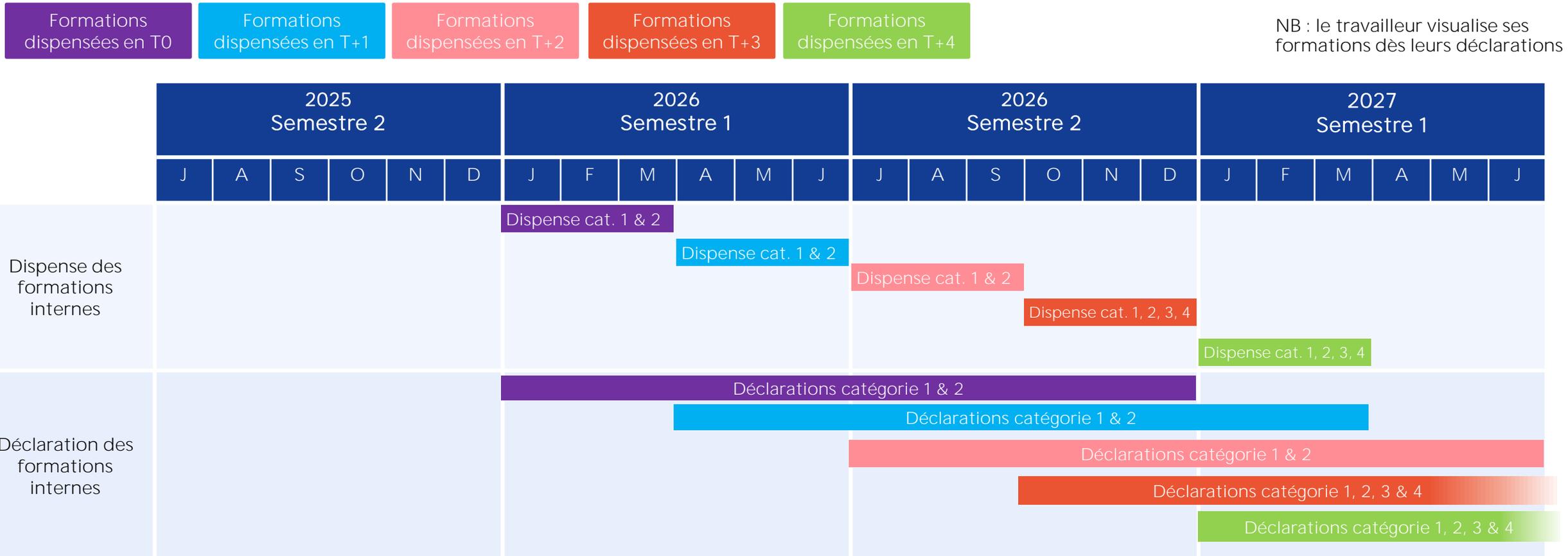
- Prolongation d'un trimestre pour les déclarations des formations internes des employeurs
- Déclaration progressive des formations selon leur typologie :
  - A partir du T1 2026, déclaration obligatoire des formations de catégories 1 et 2 répondant aux critères d'éligibilité.
  - A partir du 1<sup>er</sup> octobre 2026, déclaration obligatoire des 4 catégories des formations répondant aux critères d'éligibilité.

II.- Jusqu'à la mise à disposition des utilisateurs des fonctionnalités d'import en masse des données par fichier et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2026, les délais mentionnés aux articles 5 à 7 du décret du 29 décembre 2022 susvisé, dans leur rédaction issue du présent décret, sont prorogés de trois mois.

Les formations terminées entre le 1er et le 30 septembre 2025 ou dont la validité du justificatif de réussite débute entre le 1er et le 30 septembre 2025 sont déclarées par l'organisme de formation avant le 1er juillet 2026 et leurs déclarations sont vérifiées par l'employeur avant le 1er octobre 2026. [...]

IV.- A partir de l'ouverture du service dématérialisé dédié aux déclarations des employeurs et au plus tard le 31 mars 2026, et jusqu'au 30 septembre 2026, la déclaration par l'employeur prévue à l'article 5 du décret du 29 décembre 2022 susvisé, dans sa rédaction issue du présent décret, concerne uniquement, d'une part, les formations obligatoires encadrées par la réglementation, et d'autre part, les formations obligatoires requises pour des postes de travail nécessitant une autorisation ou une habilitation de l'employeur.

# Les principes de rythme de déclaration en période transitoire pour les employeurs



En période transitoire, les délais de déclaration sont rallongés d'un trimestre pour passer à 1 an max

# 3 - Les modalités de vérification et de correction des déclarations

Article 7 nouveau - La vérification et la correction par les employeurs en période nominale

## Employeurs

**9 MOIS**  
MAXIMUM POUR  
VÉRIFIER

- L'employeur doit vérifier les déclarations renseignées par l'organisme de formation **avant l'échéance d'un délai de 6 mois suivant la fin du trimestre** au cours duquel la formation s'est terminée ou lors duquel le justificatif de réussite a été délivré.  
→ Soit dans un **délai de maximum 9 mois**.
- Dans ce délai, **l'employeur** peut demander la correction de données erronées ou de compléter la déclaration
- **Sans action de la part de l'employeur** à l'issue du délai maximum de 9 mois, la déclaration est réputée vérifiée dans le passeport de prévention du titulaire.

NB : Si un organisme de formation ne déclare pas la formation dans son délai de maximum 6 mois, l'employeur déclare la formation à sa place dans les 9 mois.

Entrée en  
vigueur

A partir de l'import en  
masse (max 31/12/2026)

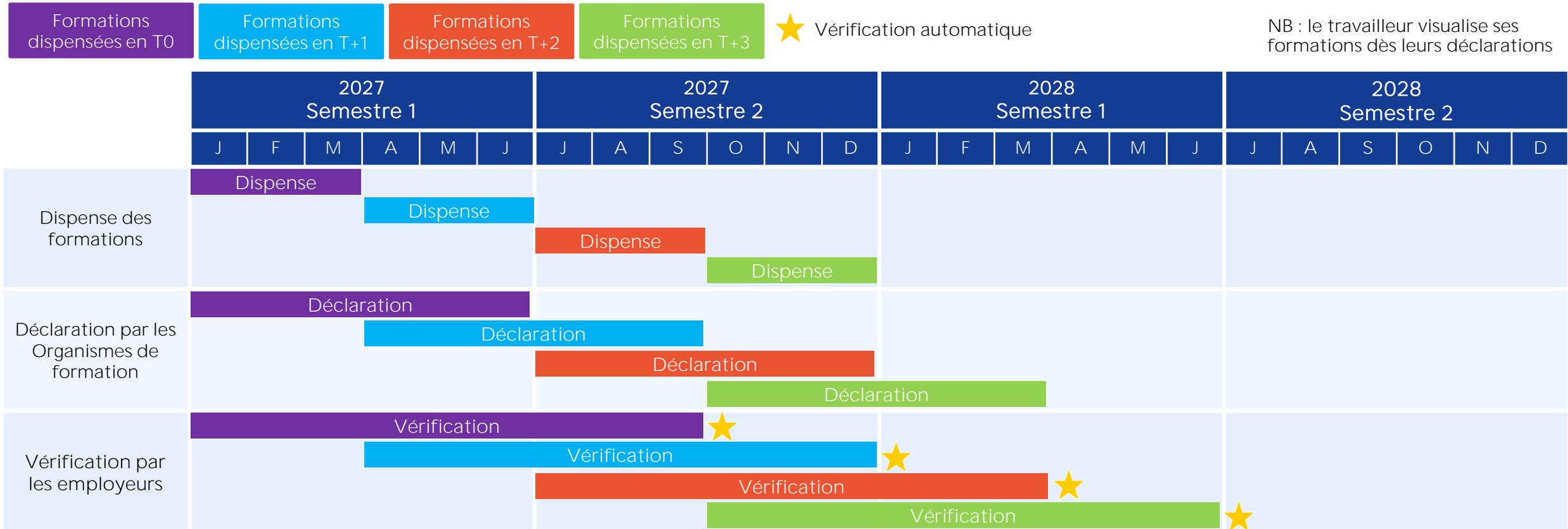
*I.- Pour les formations dispensées à l'initiative de l'employeur, l'employeur peut vérifier la véracité et la complétude de la déclaration de l'organisme de formation jusqu'à l'échéance d'un délai de six mois suivant la fin du trimestre au cours duquel la formation s'est terminée ou au cours duquel débute la validité du justificatif de réussite délivré au titulaire.*

*Dans ce délai, l'employeur peut demander à l'organisme de formation de corriger ou de compléter sa déclaration avant l'expiration de ce délai.*

*En l'absence de vérification de l'employeur dans le délai mentionné au premier alinéa, la déclaration est réputée vérifiée dans le passeport de prévention du titulaire.*

*II.- En l'absence de déclaration réalisée par l'organisme de formation dans le délai mentionné à l'article 6, l'employeur renseigne la formation dans les neuf mois suivant l'expiration de ce délai.*

# Les principes du rythme de vérification nominal pour les employeurs



Article 2 II. - La vérification des déclarations des OF par les employeurs en période transitoire

Employeurs

1 AN  
MAXIMUM POUR  
VÉRIFIER

Entrée en  
vigueur

A l'ouverture du service Employeurs,  
au plus tard au 31 mars 2026

- Prolongation **d'un trimestre** pour la période de vérification des déclarations des organismes de formation par les employeurs jusqu'à la mise en place de l'import de masse (jusqu'au 31 décembre 2026 maximum).

II.- Jusqu'à la mise à disposition des utilisateurs des fonctionnalités d'import en masse des données par fichier et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2026, les délais mentionnés aux articles 5 à 7 du décret du 29 décembre 2022 susvisé, dans leur rédaction issue du présent décret, sont prorogés de trois mois.

Les formations terminées entre le 1er et le 30 septembre 2025 ou dont la validité du justificatif de réussite débute entre le 1er et le 30 septembre 2025 sont déclarées par l'organisme de formation avant le 1er juillet 2026 et leurs déclarations sont vérifiées par l'employeur avant le 1er octobre 2026.

# Les principes de rythme de vérification en période transitoire pour les employeurs

Formations dispensées en T0
Formations dispensées en T+1
Formations dispensées en T+2
Formations dispensées en T+3
Formations dispensées en T+4
★ Vérification automatique NB : le travailleur visualise ses formations dès leurs déclarations

|   | 2025<br>Semestre 2 |   |                              |   |   |                                | 2026<br>Semestre 1  |   |                              |   |   |   | 2026<br>Semestre 2  |   |                              |   |   |                                | 2027<br>Semestre 1       |   |                                    |   |   |                                |  |  |  |  |  |                                      |  |  |  |  |  |
|---|--------------------|---|------------------------------|---|---|--------------------------------|---------------------|---|------------------------------|---|---|---|---------------------|---|------------------------------|---|---|--------------------------------|--------------------------|---|------------------------------------|---|---|--------------------------------|--|--|--|--|--|--------------------------------------|--|--|--|--|--|
|   | J                  | A | S                            | O | N | D                              | J                   | F | M                            | A | M | J | J                   | A | S                            | O | N | D                              | J                        | F | M                                  | A | M | J                              |  |  |  |  |  |                                      |  |  |  |  |  |
| Dispense des formations                     |                    |   | Dispense cat. 1 & 2          |   |   |                                | Dispense cat. 1 & 2 |   |                              |   |   |   | Dispense cat. 1 & 2 |   |                              |   |   |                                | Dispense cat. 1, 2, 3, 4 |   |                                    |   |   |                                |  |  |  |  |  |                                      |  |  |  |  |  |
| Déclaration par les Organismes de formation |                    |   | Déclarations catégorie 1 & 2 |   |   |                                |                     |   | Déclarations catégorie 1 & 2 |   |   |   |                     |   | Déclarations catégorie 1 & 2 |   |   |                                |                          |   | Déclarations catégorie 1, 2, 3 & 4 |   |   |                                |  |  |  |  |  |                                      |  |  |  |  |  |
| Vérification par les employeurs             |                    |   | Espace Employeur fermé       |   |   | Vérification catégorie 1 & 2 ★ |                     |   |                              |   |   |   |                     |   |                              |   |   | Vérification catégorie 1 & 2 ★ |                          |   |                                    |   |   | Vérification catégorie 1 & 2 ★ |  |  |  |  |  | Vérification catégorie 1, 2, 3 & 4 ★ |  |  |  |  |  |

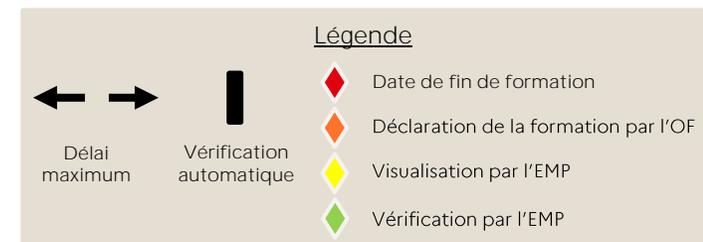
En période transitoire, les délais de vérification sont rallongés d'un trimestre pour passer à 1 an max

# 4 – Pour résumer

## Récapitulatif des rythmes de déclaration et de vérification

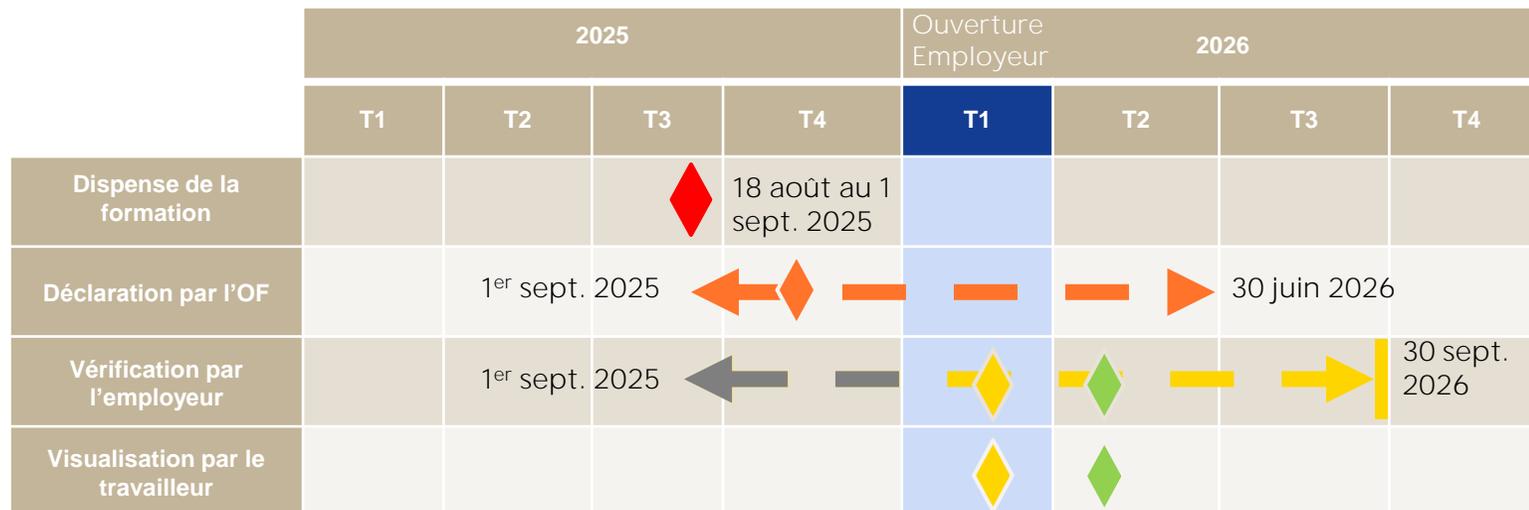
|                        | PÉRIODE TRANSITOIRE   | PÉRIODE NOMINALE  |
|------------------------|---|---|
| Organisme de formation | <ul style="list-style-type: none"> <li>Du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 30 juin 2026 : déclaration des formations de catégories 1 &amp; 2</li> <li>A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2026 : déclaration des formations toutes catégories</li> <li>Délai de déclaration : 6 mois à partir de la fin du trimestre de référence, soit <u>maximum</u> 9 mois</li> </ul> <p><i>NB : Du 1<sup>er</sup> septembre 2025 jusqu'à l'ouverture de la déclaration pour les titulaires, les certifications enregistrées au répertoire spécifique (RS) sont déclarées par les OF habilités à les évaluer ou délivrées dans un délai max. de 9 mois.</i></p> | <p><b>A partir de l'alimentation en masse par fichier (maximum 31/12/2026) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déclaration des formations toutes catégories</li> <li>Délai de déclaration : 3 mois à partir de la fin du trimestre de référence, soit <u>maximum</u> 6 mois</li> </ul>                     |
| Employeur              | <ul style="list-style-type: none"> <li><b>De l'ouverture Employeurs (T1 2026) au 30 septembre 2026</b> : déclaration des formations de catégories 1 &amp; 2</li> <li>A partir du 1<sup>er</sup> octobre 2026 : déclaration des formations toutes catégories</li> <li>Délais de déclaration et de vérification : 9 mois à partir de la fin du trimestre de référence, soit <u>maximum</u> 1 an</li> </ul>  | <p><b>A partir de l'alimentation en masse par fichier (maximum 31/12/2026) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déclaration des formations toutes catégories</li> <li>Délais de déclaration et de vérification : 6 mois à partir de la fin du trimestre de référence, soit <u>maximum</u> 9 mois</li> </ul> |

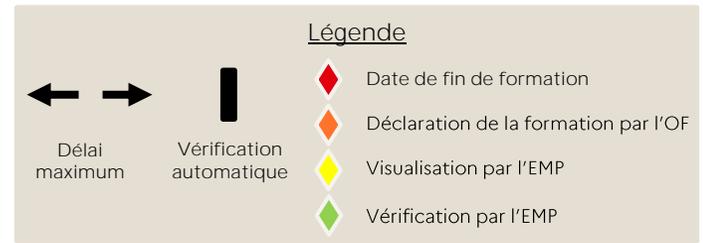
## Exemples : déclaration d'une formation par un OF



### Cas 1: Déclaration avant l'ouverture du portail Employeur

- Dispense de la formation entre le 18 août et le 1er septembre 2025.
- L'OF doit faire sa déclaration entre le 1<sup>er</sup> septembre 2025 et le 30 juin 2026.
  - Déclaration par l'OF le 8 novembre 2025.
  - Le portail employeur ouvre durant le T1 de 2026.
  - L'employeur a jusqu'au 30 septembre 2026 pour vérifier.
  - Vérification par l'employeur le 15 avril 2026.





## Exemples : déclaration d'une formation par un OF

### Cas 2 : Déclaration pour une dispense de la formation en début de trimestre

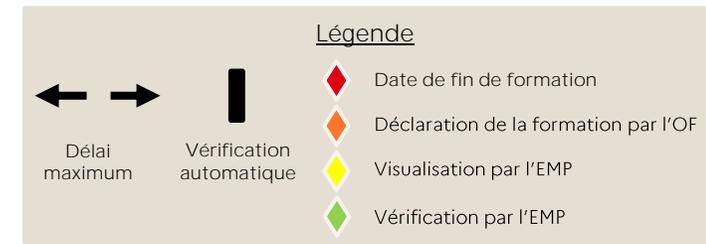
- Dispense de la formation entre le 5 et le 7 janvier 2026.
- L'OF doit faire sa déclaration entre le 7 janvier et le 30 septembre 2026.
  - Déclaration par l'OF le 9 février 2026.
  - L'employeur a jusqu'au 31 décembre 2026 pour vérifier.
  - Il reste donc 11 mois à l'employeur pour vérifier.
  - Vérification par l'employeur le 11 avril 2026.

|                                  | 2025 |    |                   |    | Ouverture Employeur | 2026 |    |    |               |
|----------------------------------|------|----|-------------------|----|---------------------|------|----|----|---------------|
|                                  | T1   | T2 | T3                | T4 | T1                  | T2   | T3 | T4 |               |
| Dispense de la formation         |      |    | 5 au 7 janv. 2026 |    | ◆                   |      |    |    |               |
| Déclaration par l'OF             |      |    | 7 janv. 2025      |    | ◇                   | ▬    | ▬  | ▬  | 30 sept. 2026 |
| Vérification par l'employeur     |      |    | 7 janv. 2025      |    | ◊                   | ◊    | ▬  | ▬  | ▬             |
| Visualisation par le travailleur |      |    |                   |    | ◊                   | ◇    |    |    | 31 déc. 2026  |

### Cas 2 bis : Déclaration pour une dispense de la formation en fin de trimestre

- Dispense de la formation entre le 25 et le 27 mars 2026.
- L'OF doit faire sa déclaration entre le 27 mars et le 30 septembre 2026.
  - Déclaration par l'OF le 29 avril 2026.
  - L'employeur a jusqu'au 31 décembre 2026 pour vérifier.
  - Il reste donc 8 mois à l'employeur pour vérifier.
  - Vérification par l'employeur le 2 juillet 2026.

|                                  | 2025 |    |    |              | Ouverture Employeur | 2026               |    |    |               |
|----------------------------------|------|----|----|--------------|---------------------|--------------------|----|----|---------------|
|                                  | T1   | T2 | T3 | T4           | T1                  | T2                 | T3 | T4 |               |
| Dispense de la formation         |      |    |    |              | ◆                   | 25 au 27 mars 2026 |    |    |               |
| Déclaration par l'OF             |      |    |    | 27 mars 2026 | ◇                   | ▬                  | ▬  | ▬  | 30 sept. 2026 |
| Vérification par l'employeur     |      |    |    | 27 mars 2026 | ◊                   | ◊                  | ▬  | ▬  | ▬             |
| Visualisation par le travailleur |      |    |    |              |                     | ◇                  | ◇  |    | 31 déc. 2026  |

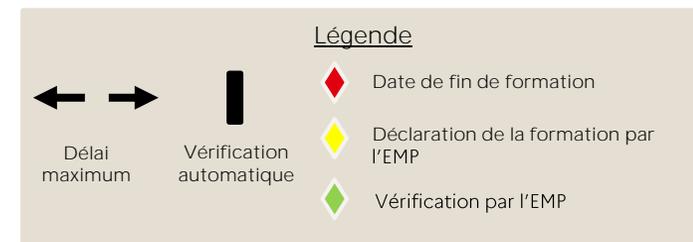


## Exemples : déclaration d'une formation par un OF

### Cas 3 : Déclaration à la fin de la période autorisée

- **Dispense d'une formation** entre le 4 et le 7 janvier 2026.
- L'OF doit faire sa déclaration entre le 7 janvier et le 30 septembre 2026.
  - **Déclaration** par l'OF le 30 septembre 2026.
  - L'employeur a jusqu'au 31 décembre 2026 pour vérifier.
  - Il ne restera plus que 3 mois à l'employeur pour vérifier.
  - **Vérification** par l'employeur le 5 novembre 2026.

|                                  | 2025 |    |                   |    | Ouverture<br>Employeur | 2026 |    |     |                |
|----------------------------------|------|----|-------------------|----|------------------------|------|----|-----|----------------|
|                                  | T1   | T2 | T3                | T4 | T1                     | T2   | T3 | T4  |                |
| Dispense de la formation         |      |    | 4 au 7 janv. 2026 |    | ◆                      |      |    |     |                |
| Déclaration par l'OF             |      |    | 7 janv. 2026      |    | ←                      | —    | —  | → ◇ | 30 sept. 2026  |
| Vérification par l'employeur     |      |    | 7 janv. 2026      |    | ←                      | —    | —  | → ◇ | ◇ →            |
| Visualisation par le travailleur |      |    |                   |    |                        |      |    | ◇   | ◇ 31 déc. 2026 |



## Exemples : déclaration d'une formation par un employeur

### Cas 4 : Déclaration d'une formation interne

- Dispense d'une formation entre le 4 et le 7 janvier 2026.
- L'employeur doit faire sa déclaration entre le 7 janvier et le 31 décembre 2026.
  - Déclaration par l'EMP le 13 mai 2026.

|                                  | 2025 |    |                   |    | Ouverture<br>Employeur | 2026 |    |    |              |
|----------------------------------|------|----|-------------------|----|------------------------|------|----|----|--------------|
|                                  | T1   | T2 | T3                | T4 | T1                     | T2   | T3 | T4 |              |
| Dispense de la formation         |      |    | 4 au 7 janv. 2026 |    | ◆                      |      |    |    |              |
| Déclaration par l'employeur      |      |    | 7 janv. 2026      |    | ←                      | ◆    | ◆  | —  | →            |
| Visualisation par le travailleur |      |    |                   |    |                        | ◆    | ◆  |    | 31 déc. 2026 |

# Votre kit de démarrage Passeport de prévention

Pour vous accompagner dans le déploiement du passeport de prévention :

- Pour les OF, des webinaires Q&R sur août et septembre
  - Inscription en ligne sur notre portail d'information
  - Dernier webinaire pour les OF le 29/09/2025
- Pour les employeurs, des webinaires à venir à partir du T4 2025
- Pour identifier les formations éligibles :
  - Un simulateur
  - Un simulateur sur les délais de déclaration – à venir
  - Une liste d'exemples de formations éligibles – à venir
- Pour identifier les compétences transférables, les domaines et les spécialités de formation à renseigner
  - Une liste des compétences transférables
  - Une liste des domaines et spécialités de formation Santé et Sécurité au Travail (Formacodes et codes NSF)
  - Des fiches techniques d'aide à la saisie des codes pour les formations emblématiques Santé et Sécurité au Travail – à venir



**En cas de questions, n'hésitez pas à nous  
contacter via notre formulaire de contact !**

**Pour plus d'information, rendez-vous sur notre site**